

L'industrie du pétrole est sur le qui-vive

CRISE Le Venezuela détient les plus importantes réserves de brut du monde mais la production du pays sud-américain est symbolique. La donne changera-t-elle sous l'influence de la Maison-Blanche?

RICHARD ÉTIENNE

Sur le front des cours du pétrole, tout reste calme. Rien n'a changé depuis l'exfiltration le 3 janvier par l'armée américaine du président vénézuélien, Nicolas Maduro: le baril de Brent vaut toujours à peine plus de 60 dollars, un prix bas qui rappelle que l'offre est abondante. Il faut remonter à avant le début de la guerre en Ukraine pour trouver des tarifs plus élevés.

En coulisse en revanche, que ce soit dans les entreprises énergétiques, les banques ou les rédactions, l'effervescence règne. C'est que, dans le domaine du pétrole – la principale source d'énergie au monde et la matière à tout faire, des plastiques aux routes –, le Venezuela joue les premiers rôles. Et Washington ne cache pas son intérêt pour son or noir.

Contraste pétrolier

Le pays de Maduro détient 17% des réserves en la matière, les principales au monde. Devant l'Arabie saoudite, l'Iran et l'Irak. Concentrées dans la fameuse ceinture de l'Orénoque, elles sont évaluées à 304 milliards de barils – de quoi alimenter la planète pendant plus de huit ans.

Caracas produit peu en regard de ce potentiel – un million de barils par jour ou 1% de la consommation globale, surtout écoulés en Chine. Le résultat d'années de corruption, de sanctions et de sous-investissements. Le Venezuela recensait une soixantaine de puits il y a 10 ans, contre deux aujourd'hui. Quand Hugo Chavez est arrivé en pouvoir, en 1999, son pays crachait 3,25 millions de barils par jour. Dans la lignée de son histoire. En 1929, le pays fournissait un dixième de l'or noir de la planète et en était le premier exportateur. Il a maintenu sa place sur le podium jusqu'aux années 1970 et un rang respectable jusqu'au début du siècle.

304

C'est, en milliards de barils, les réserves prouvées de brut du Venezuela, soit les plus importantes du monde.

1

L'industrie pétrolière du Venezuela produit 1 million de barils de brut par jour.



La raffinerie d'El Palito de la compagnie pétrolière publique PDVSA à Puerto Cabello au Venezuela. (21 DÉCEMBRE 2025/MATIAS DELACROIX/AP PHOTO)

Le pays renouera-t-il avec son passé prestigieux? Une question à 100 milliards de dollars: soit le prix de la reconstruction de l'industrie pétrolière vénézuélienne, selon la presse anglo-saxonne.

«Augmenter la production de pétrole est possible au Venezuela, où il y a peu de risques géologiques, mais la question est de savoir à quel rythme. Or on manque d'informations pour y répondre», indique Jorge Ruiz del Vizo, le président du Geneva Energy Group, qui a longtemps travaillé dans l'industrie pétrolière au Venezuela. «On ignore dans quel état sont les infrastruc-

tures au sens large, comme l'apport en électricité», ajoute-t-il.

Des oléoducs fuiteraient, d'autres ont été pillés – les métaux dont ils sont faits ont de la valeur. Dans les ports, les équipements sont en si mauvais état qu'il faut jusqu'à cinq jours pour charger des grands pétroliers, contre un jour il y a 10 ans. Sans compter les risques politiques.

Les poids lourds américains ExxonMobil et ConocoPhillips ont quitté le Venezuela en 2007, après que leurs actifs y ont été nationalisés. Ils ont depuis ouvert des procédures d'arbitrage, sans grand succès.

«Les sanctions et le blocus demeurent inchangés et les capacités de production, lourdement dégradées, ne permettent aucune hausse immédiate. Autrement dit, le narratif politique a radicalement changé depuis le 3 janvier, mais les flux physiques, eux, restent contraints», soutient Benjamin Melman, directeur des investissements chez Edmond de Rothschild Asset Management.

«Excédent durable»

«Les événements du 3 janvier ne présentent que des risques minimes pour l'approvisionne-

ment à court terme et n'offrent donc que peu de chances d'une remontée significative des prix du pétrole», renchérit Norbert Rücker. Le responsable de la recherche économique chez Julius Baer évoque un «excédent durable» sur les marchés pétroliers et prévoit que le baril se négociera autour de 50 dollars pendant une grande partie de 2026. Des prix bas qui ne vont pas inciter l'industrie à investir trop rapidement au Venezuela.

Parmi les acteurs américains, seul Chevron est resté, acceptant une prise de contrôle majoritaire de Caracas dans ses projets. La

multinationale emploie 3000 personnes au Venezuela et bénéficie d'un permis à l'exportation sur le brut de ce pays, malgré les sanctions.

«Les sanctions et le blocus demeurent inchangés et les capacités de production, lourdement dégradées, ne permettent aucune hausse immédiate»

BENJAMIN MELMAN, DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS CHEZ EDMOND DE ROTHSCHILD ASSET MANAGEMENT

Washington influencerait désormais suffisamment les flux du pétrole vénézuélien et s'est constitué un «empire» à travers les Amériques, selon Javier Blas, un chroniqueur de Bloomberg. Les États-Unis, avec le Canada, le Venezuela et le reste de l'Amérique latine – une entité désormais très liée sur le front des hydrocarbures – représentent en effet 40% de la production mondiale de pétrole, ce qui octroie à la Maison-Blanche un pouvoir considérable.

Donald Trump aspire justement à un retour à la domination états-unienne sur le pétrole de Caracas comme au temps des Trente Glorieuses, estime d'ailleurs l'économiste français Gabriel Zucman, sur son blog. D'autant plus que le brut, lourd et visqueux du Venezuela, sied aux nombreuses raffineries du golfe du Mexique, conçues pour ce genre de pétrole et qui pourraient en traiter des quantités largement supérieures aux volumes actuels. ■